

François Dubet

**Le temps
des passions tristes**

Inégalités et populisme

LA REPUBLIQUE DES IDEES



Seuil



Le temps des passions tristes

François Dubet

Le temps des passions tristes

Inégalités et populisme

LA REPUBLIQUE DES IDEES



Seuil



Collection dirigée
par Pierre Rosanvallon
et Ivan Jablonka

ISBN 978-2-02-142037-1

© Éditions du Seuil et La République des Idées, mars 2019

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

INTRODUCTION

Nouvelles inégalités, nouvelles colères

L'air du temps est aux passions tristes. Sous prétexte de se défaire de la bien-pensance et du politiquement correct, on peut accuser, dénoncer, haïr les puissants ou les faibles, les très riches ou les très pauvres, les chômeurs, les étrangers, les réfugiés, les intellectuels, les experts. De manière à peine plus nuancée, on se défie de la démocratie représentative, accusée d'être impuissante, corrompue, éloignée du peuple, soumise aux lobbies et tenue en laisse par l'Europe et la finance internationale.

Des colères et des accusations naguère tenues pour indignes ont désormais droit de cité. Elles envahissent Internet. Dans un grand nombre de pays, elles ont trouvé une expression politique avec les nationalismes et les populismes autoritaires. Et la vague monte encore, en Grande-Bretagne comme en Suède, en Allemagne comme en Grèce. La question sociale, qui offrait un cadre à nos représentations de la justice, semble se dissoudre dans les catégories de l'identité, du nationalisme et de la peur.

Cet essai vise à comprendre le rôle des inégalités sociales dans le déploiement de ces passions tristes. Mon hypothèse est la suivante : c'est moins l'ampleur des inégalités que *la transformation du régime des inégalités* qui explique les colères, les ressentiments

ments et les indignations d'aujourd'hui. Alors que les inégalités paraissaient enchâssées dans la structure sociale, dans un système perçu comme injuste mais relativement stable et lisible, elles se diversifient et s'individualisent aujourd'hui. Avec le déclin des sociétés industrielles, elles se multiplient, changent de nature, transformant profondément l'expérience que nous en avons.

La structure des inégalités de classe se diffracte en une somme d'épreuves individuelles et de souffrances intimes qui nous remplissent de colère et nous indignent, sans avoir – pour le moment – d'autre expression politique que le populisme.

La perception des inégalités

Pour expliquer ces changements, les explications ne manquent pas. La plupart d'entre elles montrent comment les sociétés industrielles, nationales et démocratiques ont été bousculées par les transformations du capitalisme, par la mondialisation, par l'effondrement de l'Union soviétique, par la crise de 2008 et par le terrorisme. Les gouvernements sont impuissants face aux crises et aux menaces. Les travailleurs peu qualifiés sont soumis à la concurrence des pays émergents, devenus les usines du monde.

Pour la plupart des analystes, le néolibéralisme (d'ailleurs assez vaguement défini) apparaît comme la cause essentielle de ces transformations et de ces inquiétudes. Non seulement la vague néolibérale détruirait les institutions et les acteurs de la société industrielle, mais elle imposerait un nouvel individualisme, cassant les identités collectives et les solidarités, brisant la civilité et la maîtrise de soi. Bref, « c'est la crise » et « c'était mieux avant ».

L'attention accordée à la transformation des inégalités ne doit pas conduire à sous-estimer leur accroissement ou, plus exactement, l'épuisement de la longue tendance à leur réduction qui a marqué les décennies d'après-guerre. Partout, le centile le plus

riche de la population s'est enrichi et a capté la plus grande part de la croissance. Alors qu'en 1970 les 1 % les plus riches recevaient 8 % des revenus aux États-Unis, 7 % en Grande-Bretagne et 9 % en France, en 2017, leur part est montée à 22 % aux États-Unis et à 13 % en Grande-Bretagne (en restant stable à 9 % en France)¹. Les inégalités se creusent en faveur des très hauts revenus, ceux du capital et des très hauts salaires.

Elles se renforcent encore plus si l'on tient compte des patrimoines. Après une longue période de réduction de la part du patrimoine sur les salaires entre 1918 et 1980, les patrimoines ont pris leur revanche : en raison de la faible croissance, les intérêts du capital et le prix du foncier croissent désormais plus vite que les salaires². Les très riches sont devenus si riches qu'ils font sécession, quand la grande majorité de la population a le sentiment de voir sa situation se dégrader.

Bien que l'on puisse tenir le chômage pour une inégalité intolérable, en France, les inégalités de revenus s'accroissent, mais sans « exploser ». Selon les données de l'INSEE de 2014, l'indice de Gini (qui mesure l'amplitude des inégalités) passe de 0,34 en 1970 à 0,28 en 1999 et à 0,31 en 2011. Cependant, entre 2003 et 2007, les 10 % les plus pauvres ont gagné 2,3 % de la richesse supplémentaire, lorsque les 10 % les plus riches en ont gagné 42,2 %. Comme partout, la croissance des très hauts salaires explique ces écarts³ et, plus encore, celle des inégalités de patrimoine, puisque les 10 % les plus riches possèdent 47 % du patrimoine, et le centile supérieur, 17 %. Toutefois, la pauvreté (définie à 60 % du revenu médian) a plutôt régressé. Entre 1970 et 2016, la population pauvre est passée de 17,3 à 13,6 %.

1. C. Garcia-Peñalosa, « Les inégalités dans les modèles macroéconomiques », *Revue de l'OFCE*, 2017/4, n° 153, p. 105-131.

2. T. Piketty, *Le Capital au XXI^e siècle*, Paris, Le Seuil, 2013.

3. O. Godechot, *Working Rich. Salaires, bonus, appropriation du profit dans l'industrie financière*, Paris, La Découverte, 2007.

Depuis près de trente ans, environ 80 % des Français pensent que les inégalités s'accroissent, même dans les périodes où ce n'est pas le cas. Elles sont perçues comme se renforçant parce que nous sortons de la longue période où il semblait aller de soi que les inégalités sociales se réduiraient continûment, ne serait-ce que par l'élévation du niveau de vie. En définitive, beaucoup d'inégalités s'accroissent, tandis que quelques autres diminuent. Dès lors, il serait erroné d'établir une corrélation mécanique entre l'amplitude des inégalités et la façon dont les individus les perçoivent, les justifient ou s'en indignent.

Souffrir « en tant que »

Nous nous trouvons dans une situation paradoxale : l'accroissement plus ou moins forte des inégalités se conjugue avec *l'épuisement d'un certain régime d'inégalités*, celui des classes sociales formé dans les sociétés industrielles. Alors que les inégalités sociales paraissent inscrites dans l'ordre stable des classes et de leurs conflits, les clivages et les inégalités ne cessent aujourd'hui de se multiplier, et chaque individu est comme traversé par plusieurs d'entre elles. Dans le vaste ensemble qui englobe tous ceux qui ne sont ni au sommet ni au bas de la hiérarchie sociale, les clivages ne se superposent plus de façon aussi nette, aussi tranchée que naguère, alors que la position dans le système des classes semblait agréger toutes les inégalités d'un coup.

Il ne s'agit pas là d'une vaste classe moyenne à laquelle disent pourtant appartenir la majorité des individus, mais d'un monde fractionné selon une multitude de critères et de dimensions. Il se constitue un univers social dans lequel nous sommes plus ou moins inégaux en fonction des divers biens économiques et culturels dont nous disposons et des diverses sphères auxquelles nous appartenons. Nous sommes inégaux « en tant que » : salarié plus ou moins bien payé, protégé ou précaire, diplômé ou pas, jeune

ou âgé, femme ou homme, vivant dans une ville dynamique ou dans un territoire en difficulté, dans un quartier chic ou dans une banlieue populaire, seul ou en couple, d'origine étrangère ou pas, blanc ou pas, etc. Cette liste, infinie, n'est pas vraiment nouvelle.

En revanche, la multiplication des critères d'inégalité est relativement peu congruente ou « intégrée », dès que l'on s'éloigne des groupes qui accumulent tous les avantages ou tous les handicaps. Il y a beaucoup de monde entre les familles Groseille et les familles Le Quesnoy. D'ailleurs, notre vocabulaire social a de plus en plus de mal à nommer les ensembles sociaux pertinents. Aux classes sociales et aux strates qui dominaient le vocabulaire des sociologues s'ajoutent sans arrêt des notions mettant au jour de nouveaux critères d'inégalité et de nouveaux groupes : les classes créatives et les immobiles, les inclus et les exclus, les stables et les précaires, les gagnants et les perdants, les minoritaires stigmatisés et les majoritaires stigmatisants, etc.

Par surcroît, chacun de ces ensembles est lui-même traversé par une multitude de critères et de clivages, en fonction desquels on est plus ou moins égal (ou inégal) aux autres. Cette représentation et cette expérience des inégalités s'éloignent progressivement de celles qui dominaient la société industrielle, à une époque où la position de classe paraissait associée à un mode de vie, à un destin et à une conscience.

L'expérience des inégalités

La multiplication des inégalités, plus encore le fait que chacun est confronté à des inégalités multiples, transforme profondément l'expérience des inégalités. D'abord, les inégalités sont vécues comme une expérience singulière, comme une épreuve individuelle, comme une mise en cause de sa propre valeur, une manifestation de mépris et une humiliation. On glisse progressivement de l'inégalité des positions sociales au soupçon de

l'inégalité des individus, qui se sentent d'autant plus responsables des inégalités qui les affectent qu'ils se perçoivent comme étant libres et égaux en droits, avec le devoir de l'affirmer.

Aussi n'est-il pas étonnant que le respect soit l'exigence morale la plus fortement revendiquée aujourd'hui – non pas le respect et l'honneur dus au rang, mais le respect dû à l'égalité. Comme Tocqueville en avait l'intuition, même quand elles se réduisent, les inégalités sont de plus en plus douloureusement vécues. La multiplication et l'individualisation des inégalités élargissent l'espace des comparaisons et accentuent la tendance à s'évaluer au plus près de soi. En effet, dans ce nouveau régime, les « petites » inégalités semblent bien plus pertinentes que les « grandes ».

Les grandes inégalités, opposant la plupart d'entre nous aux 1 % les plus riches, sont moins significatives et nous mettent moins en cause que les inégalités qui nous distinguent de ceux que nous croisons tous les jours. Surtout, les inégalités multipliées et individualisées ne s'inscrivent dans aucun « grand récit » susceptible de leur donner du sens, d'en désigner les causes et les responsables, d'esquisser des projets pour les combattre. Épreuves singulières et intimes, elles sont comme dissociées des cadres sociaux et politiques qui les expliquaient, procuraient des raisons de lutter ensemble, offraient des consolations et des perspectives.

La distance entre les épreuves individuelles et les enjeux collectifs ouvre l'espace au ressentiment, aux frustrations, parfois à la haine des autres, pour éviter de se mépriser soi-même. Elle engendre des indignations, mais, pour le moment, celles-ci ne se transforment pas en mouvements sociaux, en programmes politiques, ni en lectures raisonnées de la vie sociale. L'expérience des inégalités alimente les partis et les mouvements que, faute de mieux, on qualifie de « populistes ». Ceux-ci s'efforcent de surmonter la dispersion des inégalités en opposant le peuple aux élites, les Français aux étrangers, et instaurent une économie morale dans laquelle le rejet des autres et l'indignation restituent au citoyen malheureux sa valeur et sa dignité.

CHAPITRE PREMIER

La fin de la société de classes

Il est indispensable de mesurer les inégalités et de dénoncer celles qui heurtent nos principes de justice et menacent la cohésion sociale, le sentiment de vivre dans la même société. En règle générale, la critique des inégalités se concentre sur les plus « obscènes », celles qui opposent les 1 % ou les 0,1 % les plus riches à tous les autres, ou bien encore celles qui séparent les plus pauvres du reste de la société. Du point de vue de la morale, des politiques économiques et de la survie de la planète, les grandes inégalités et la concentration des richesses sont décisives, dans la mesure où elles commandent les stratégies des très grosses entreprises et échappent aux États. Du point de vue sociologique et politique, l'ensemble des inégalités et leur nature importent beaucoup plus.

En effet, les très grandes inégalités ne doivent pas faire oublier les « petites », celles qui comptent pour des individus qui se croisent ou s'évitent dans le flux banal de la vie sociale, au travail, à l'école, dans la rue et dans les transports. Nous sommes légitimement scandalisés par les fortunes de Bernard Arnault ou de Bill Gates, mais il est vraisemblable que ces inégalités-là paraissent abstraites par leur ampleur même et qu'elles nous irritent moins que celles qui nous distinguent

de nos collègues mieux payés pour le même travail, des habitants d'un quartier « trop chic » ou des travailleurs protégés par quelques « privilèges » – toutes ces « petites » inégalités que l'on éprouve directement et qui irriguent nos relations sociales.

Dans ce cas, l'amplitude des inégalités a moins d'importance que leur nature, la manière dont elles nous conduisent à nous définir et à définir les autres, la formation du sentiment d'injustice, les stratégies déployées pour les combattre et souvent pour les défendre. Car si l'on combat les très grandes inégalités, on défend plus volontiers les « petites », surtout lorsqu'elles nous sont favorables.

Des ordres aux classes sociales

Il faut évoquer le régime des ordres et des castes parce qu'il en subsiste des traces au sein de notre modernité. Dans ce régime d'inégalités, les diverses positions sociales sont attribuées aux individus à leur naissance et de manière définitive. On naît paysan ou noble, comme on naît libre ou esclave. Sauf à devenir prêtre ou à acheter un titre de noblesse, la filiation dicte un destin totalement programmé.

Dans ce système, non seulement les positions sociales sont inégales, mais les individus qui les occupent sont aussi fondamentalement inégaux. Ils n'ont pas la même « nature », le même « sang », la même dignité, ni la même valeur. Ce régime d'inégalités est de nature « holiste », dans la mesure où la position occupée dans les ordres et les castes commande totalement les conduites des individus : ils ne choisissent ni leur travail, ni leurs alliances matrimoniales, ni leurs manières de se vêtir et de croire¹. La société décide pour eux.

1. L. Dumont, *Homo hierarchicus. Essai sur le système des castes*, Paris, Gallimard, 1966 ; et F. Cosandey, *Le Rang. Préséances et hiérarchies dans la France d'Ancien Régime*, Paris, Gallimard, 2016.

Comme les ordres et les castes séparent des individus tenus pour ontologiquement inégaux, les conflits sociaux y ont toujours une dimension religieuse, puisqu'ils remettent en cause un ordre voulu par Dieu. Ils sont un désordre ou la réponse à un désordre. Pour que la bourgeoisie médiévale brise l'ordre des castes, il a fallu que la théologie lui fasse une place dans le Ciel, qu'elle invente le purgatoire, puis que la théologie protestante invente l'ascétisme intramondain et la prédestination. La création d'une sous-caste, comme celle des Indiens d'Amérique latine réduits en esclavage, a été une question théologique autant qu'économique : il fallait justifier l'esclavage.

Le régime des castes et des ordres a été érodé par la montée progressive des bourgeoisies urbaines, par la puissance de l'État, par la ruine des petites noblesses, par le délitement des communautés traditionnelles. Finalement, les révolutions des Lumières ont fait basculer les sociétés d'Ancien Régime vers des sociétés composées d'individus égaux. Pourtant, plus de deux siècles après les révolutions démocratiques qui ont détruit les cadres juridiques et religieux du régime des ordres, il en subsiste de lourds héritages.

Les lois de Jim Crow rappellent que l'Amérique a maintenu un système de castes et de séparation entre les races, longtemps après l'abolition de l'esclavage. De ce point de vue, on peut considérer que le racisme biologique n'est pas seulement une invention de l'Inquisition espagnole acharnée à démasquer les Juifs derrière les convertis ; il est un produit de la modernité, car la nature seule peut y remplacer l'ordre inégalitaire voulu par Dieu. En dépit de l'abolition du régime des ordres, les femmes aussi ont été assignées à la nature et à la reproduction, pendant que les hommes se vouaient à la production et à la raison : elles n'accédaient pas à tous les droits universels, notamment à la citoyenneté, ni aux études et aux professions réservées aux hommes. Quant aux colonisés, ils ont été enfermés dans le statut de sous-caste, bien que la colonisation

ait été menée au nom des valeurs universelles de la liberté et de l'égalité.

Comme le montre Philippe d'Iribarne, la Révolution de 1789 elle-même n'a pas totalement aboli les barrières du rang et de l'honneur ; elle a démocratisé la « logique de l'honneur » plus qu'elle ne l'a effacée¹. La crainte de l'impureté, de la mésalliance, de la corruption par les subalternes n'a pas disparu des sociétés démocratiques, qui affichent pourtant l'égalité au pinacle de leurs valeurs.

Aujourd'hui encore, bien des inégalités que nous abordons en termes de discriminations et de stéréotypes peuvent être comprises comme les « survivances » d'une société d'ordres et de castes. Alors que celle-ci n'a plus de cadre légal, l'interdiction de franchir les barrières subsiste plus qu'on ne pourrait le penser. Dans *Un cœur simple* de Flaubert, après avoir élevé et aimé les enfants de la famille, Félicité est abandonnée à son destin de bonne inutile. Elle ne sera jamais de la famille, pas plus que Louise dans *Chanson douce* de Leïla Slimani, un siècle et demi plus tard.

De manière générale, il ne suffit pas de travailler ensemble pour manger à la même table à la cantine, pour prendre un pot ensemble, pour se fréquenter en dehors du bureau et de l'atelier. Les barrières invisibles de l'origine sociale et culturelle, de la couleur de la peau, du sexe et des diplômes fonctionnent comme des frontières, parfois infranchissables.

Le régime des classes

Malgré tout, les révolutions démocratiques et industrielles ont ouvert un nouveau régime d'inégalités, celui des classes sociales, né de la rencontre de deux grandes révolu-

1. P. d'Iribarne, *La Logique de l'honneur*, Paris, Le Seuil, 1989.

tions. La « providence démocratique » instaure l'égalité et la liberté pour tous. L'abolition des barrières entre les ordres n'interdit plus aux individus de changer de position dans l'échelle des inégalités, du prestige et du pouvoir. Mais, si la destruction du régime des ordres mène à une société composée d'individus libres et égaux, une société fondée sur la volonté générale et le contrat plutôt que sur la tradition et le sacré, cette révolution est d'abord politique. Elle n'ouvre pas à elle seule un nouveau régime d'inégalités. Il reste toujours des riches et des pauvres, des rentiers et des travailleurs, des paysans, des artisans, des commerçants et des bourgeois, des propriétaires et des prolétaires, mais ce n'est pas encore une société de classes.

Pour cela, il faut que, dans le cadre démocratique, s'installe un nouveau type d'économie, un nouveau mode de production : celui de la révolution industrielle. C'est autour de la formation de la classe ouvrière misérable et de l'émergence d'une classe d'industriels capitalistes que se construit le régime des classes sociales. Chacun n'étant plus essentiellement défini par sa naissance et par son rang, c'est la position dans la division du travail qui devient centrale. Elle est d'autant plus essentielle que les inégalités demeurent extrêmement fortes, tout en se déployant dans un cadre politique et moral affirmant l'égalité de tous.

Bien sûr, à l'apogée du développement industriel en Europe occidentale, la majorité de la population n'appartient ni à la classe ouvrière ni à celle des capitalistes. Alors que Marx soulignait la prédominance inéluctable de l'affrontement entre les prolétaires et les capitalistes, il n'en décomptait pas moins une douzaine de classes dans *Les Luites de classes en France*. Plus tard, Max Weber distinguera les classes, définies par les rapports de production, et les groupes, définis par le pouvoir et par le prestige ; mais à ses yeux, le régime des classes est celui des sociétés industrielles.

Ce régime d'inégalités est moderne à plus d'un titre. D'abord, les positions sociales y sont définies par le travail, par la créativité humaine, plutôt que par la tradition et l'ordre théologico-politique. Il est moderne aussi parce que, si les inégalités de classes heurtent le principe démocratique de l'égalité des individus, elles ne l'abolissent pas. C'est au nom de l'égalité démocratique que les inégalités de classes sont contestées. Les classes sociales naissent donc de la rencontre contradictoire entre l'égalité démocratique et la division du travail capitaliste. Plus encore, les classes sont l'expression du conflit entre ces deux dimensions. C'est pour cette raison que le régime des classes déborde les seules usines et les grandes concentrations industrielles.

Les classes sociales deviennent des « faits sociaux totaux », un « concept total », comme disait Raymond Aron. Le régime des classes est une manière de lire les inégalités sociales, parce que les classes en agrègent tout un ensemble. Les positions dans les rapports de production déterminent les revenus, les modes de vie, les rapports à la culture, les représentations de la vie sociale et l'opposition entre « nous » et « eux ». En ce sens, il n'y a pas de classes sans conscience de classe, sans l'articulation d'une identité pour soi et d'une opposition à la classe dominante.

Le postulat d'une surdétermination des attitudes, des conduites et des représentations par la position de classe acquiert une consistance telle que, pendant une longue période, les sociologues ont cherché à mettre en relation des positions sociales objectives avec des attitudes subjectives, afin de « vérifier » l'existence des classes sociales. Cette façon de comprendre les inégalités a été, en France, incarnée par Pierre Bourdieu, le capital économique déterminant « en dernière instance » les autres formes de capitaux.

Combats pour l'égalité

Le régime des classes apparaît d'autant plus robuste qu'il a fini par structurer la représentation politique. Après l'opposition des conservateurs et des libéraux, des cléricaux et des modernes, des monarchistes et des républicains, tous définis par leur rapport à l'Ancien Régime, la représentation politique a été construite autour des conflits de classe, autour de l'opposition entre les représentants des travailleurs et ceux de la bourgeoisie. Partout se sont mises en place des gauches et des droites censées représenter des classes, leurs intérêts et leur vision du monde¹. Partout, il semblait que les ouvriers et leurs alliés votaient à gauche et que la bourgeoisie et ses alliés votaient à droite.

Dans la société industrielle, le régime des classes sociales a été porté par des mouvements sociaux et par des syndicats orientés vers un modèle de justice sociale visant à réduire les inégalités entre les positions sociales, grâce aux droits sociaux, à l'État-providence, aux services publics et aux transferts sociaux. Ce modèle de justice invitait moins à développer la mobilité sociale au nom de l'égalité des chances qu'à réduire les inégalités entre les positions sociales, entre les places occupées par les individus dans la division du travail².

Si la mobilité sociale se développait, c'est parce que l'égalité sociale gagnait du terrain ; mais la mobilité n'était pas le but premier de la justice. Le combat pour l'égalité sociale était

1. Les États-Unis échappent à cette tendance en raison d'une industrialisation tardive, mais plus encore parce que, dans une société d'immigration, la tension entre les groupes déjà installés et les nouveaux venus déplace le clivage des classes vers celui des communautés.

2. F. Duret, *Les Places et les Chances. Repenser la justice sociale*, Paris, Le Seuil, « La République des idées », 2010.

légitime parce que les individus étaient tenus pour fondamentalement égaux, mais aussi parce que la société devait rendre aux travailleurs une part des richesses produites dont ils avaient été spoliés par l'exploitation capitaliste.

Les droits sociaux ont d'abord été ceux des travailleurs et de leurs familles, protégés contre les effets de la maladie et du chômage, arrachant un droit à la santé, au repos et à la retraite, au nom de leur travail. Dans la société salariale, les droits des travailleurs sont progressivement devenus des droits sociaux universels¹. Sous l'action des partis et des syndicats, sous l'effet des grèves et des mobilisations, les inégalités ont été sensiblement réduites, notamment quand la croissance a permis de transférer des richesses vers les travailleurs et les plus pauvres, sans que la situation des riches se dégrade. En définitive, au XX^e siècle, les inégalités sociales ont été réduites parce qu'elles étaient avant tout des inégalités de classe.

Très au-delà de la tradition marxiste, la lecture des inégalités sociales en termes de classe a fini par s'imposer. Quelles sont les dimensions de classe de l'État, de l'éducation, de la culture, des loisirs, de la consommation ? Il ne s'agissait pas seulement d'établir une corrélation entre des positions de classe, des pratiques et des représentations collectives, mais de montrer comment ces pratiques (et les institutions) contribuaient à la formation et à la reproduction d'un ordre débordant largement les usines et les conseils d'administration.

Quand ce type d'analyse dominait en France, dans les années 1960 et 1970, les classes sociales fonctionnaient comme un *explicadum* et un *explicans*, à la fois ce qu'il faut expliquer et ce qui explique ce qu'il faut expliquer : les classes expliquent les conduites et les consciences de classe qui, à leur tour, expliquent les classes. L'emprise de cette représentation était si puissante que les autres inégalités passaient au second plan et finissaient

1. R. Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Paris, Fayard, 1995.

CHAPITRE 3

Expériences et critiques des inégalités	43
L'individualisation des expériences	44
Inégaux « en tant que »	48
Se comparer au plus près	52
L'extension du règne des discriminations	55
Le mépris et le respect	59
Les reconnaissances et les justices	63
Les critères de justice	65
Être juste dans un monde injuste	67

CHAPITRE 4

Colères et indignations	71
Le ressentiment sur Internet	72
La publicité des émotions	73
Le « style paranoïaque »	75
Les mécanismes du ressentiment	79
L'économie morale du respect	83
La nation, une affaire d'égaux	85
Individualisme et désir d'autorité	86
La routinisation de l'indignation	89
Les populismes : du peuple au chef	92
Passions illibérales	96
Mélancolies de gauche et de droite	98

CONCLUSION

Les gauches démocratiques contre le populisme	103
--	-----



RÉALISATION : NORD COMPO À VILLENEUVE-D'ASCQ
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO IMPRESSION S.A. À LONRAI
DÉPÔT LÉGAL : MARS 2019. N° I42034 ()
– *Imprimé en France* –